TRADE Solutions BNP PARIBAS

ESPAGNE : LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE

Dans cette page : Le contexte économique | Le contexte politique | Réponse du pays au COVID-19

Le contexte économique

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

L'Espagne a connu une reprise économique équilibrée ces dernières années, bien que la crise du COVID-19 ait entraîné le pays dans un ralentissement sans précédent de l'activité économique, avec la plus forte contraction parmi les États membres de l'UE. Néanmoins, l'économie espagnole s'est bien remise de la crise, avec une croissance de 5,8 % en 2022 et une estimation de 2,5 % en 2023, tirée par la demande extérieure et intérieure, bénéficiant également d'un fort report de l'année 2022 et d'une nette amélioration des termes de l'échange. La demande intérieure, tirée par l'augmentation du revenu réel des ménages et l'atténuation continue des pressions sur les prix, devrait être le principal moteur de la croissance cette année. La mise en œuvre prolongée du plan de relance et de résilience, associée à un décaissement plus rapide en faveur des bénéficiaires finaux, devrait stimuler l'investissement, en particulier dans les machines et les équipements. En conséquence, le PIB devrait croître de 1,7 % en 2024 (toujours au-dessus de la moyenne de la zone euro), avec une légère accélération à 2 % en 2025 selon la Commission européenne, étant donné que la composante de prêt du FRR récemment approuvée donne un élan supplémentaire aux dépenses axées sur la croissance.

En 2023, la baisse anticipée du déficit des administrations publiques devrait être plus progressive que les années précédentes. Malgré la vigueur des recettes de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, les recettes fiscales globales montrent des signes de modération après une période de forte croissance, principalement en raison d'une croissance plus faible que prévu des recettes fiscales indirectes, influencée par le ralentissement de l'inflation des biens importés. Du côté des dépenses, l'augmentation des dépenses courantes a été propulsée par la hausse des coûts des pensions liée à l'indexation de l'inflation et à l'augmentation de la consommation intermédiaire. En outre, le gouvernement a approuvé deux trains de mesures supplémentaires, d'un coût estimé à 2,7 milliards d'euros (0,2 % du PIB), visant à atténuer l'impact des prix élevés de l'énergie. Ces mesures comprenaient une extension de la réduction de la TVA pour les produits alimentaires de base et un soutien direct aux secteurs des transports routiers et maritimes. Globalement, le déficit budgétaire a été estimé à 3,9 % du PIB l'année dernière, avec une nouvelle réduction attendue en 2024 (2,9 %) en raison des économies réalisées grâce à la suppression progressive des mesures liées à l'énergie. La trajectoire du ratio dette/PIB en 2023 indique une baisse, atteignant 107,3 % (contre 111,6 % un an plus tôt), qui devrait se poursuivre sur l'horizon de prévision. Cette stabilisation est attribuée à la diminution de l'écart favorable entre la croissance du PIB nominal et le coût du service de la dette. En 2023, l'inflation IPCH a été ramenée à 3,6 %, principalement sous l'influence de la modération continue de la composante énergétique. Pour 2024, on prévoit un nouveau ralentissement de l'inflation IPCH à 3,4 %, même avec la pression à la hausse résultant de la suppression progressive attendue des mesures gouvernementales mises en œuvre au cours des années précédentes pour contrer l'impact des prix élevés de l'énergie. À l'horizon 2025, l'inflation IPCH devrait s'établir en moyenne à 2,1 % (données de la Commission européenne).

Le marché du travail a bien résisté en 2023, soutenu par des créations d'emplois soutenues et une diminution de la proportion d'employés temporaires dans le secteur privé, malgré un ralentissement de la croissance de l'emploi observé depuis l'été. Le taux de chômage a été estimé à 11,8 % en 2023 et devrait continuer à s'améliorer au cours de la période de prévision, pour atteindre 11,3 % et 11,1 % en 2024 et 2025, respectivement (FMI). Les salaires devraient connaître une augmentation modérée, s'alignant sur les seuils définis dans l'accord pluriannuel signé en mai dernier, sans impact significatif sur la compétitivité des coûts. L'Espagne reste un pays où les inégalités sont fortes : selon les dernières données d'Eurostat, 26 % de la population est menacée de pauvreté ou d'exclusion sociale (le quatrième niveau le plus élevé de l'UE), malgré un PIB par habitant relativement élevé (50 472 USD en 2023 - FMI).

Indicateurs de croissance	2022	2023 (E)	2024 (E)	2025 (E)	2026 (E)
PIB *(milliards USD)*	1.418,92	1.582,05	1.676,54	1.751,94	1.816,05
PIB *(croissance annuelle en %, prix constant)*	5,8	2,5	1,7	2,1	1,8
PIB par habitant *(USD)*	29.800	33.090	34.933	36.373	37.578
Solde des finances publiques *(en % du PIB)*	-4,5	-3,9	-2,9	-3,4	-3,4
Endettement de l'Etat *(en % du PIB)*	111,6	107,3	104,7	103,9	103,8
Taux d'inflation *(%)*	n/a	3,5	3,9	2,1	1,8
Taux de chômage *(% de la population active)*	12,9	11,8	11,3	11,1	11,0
Balance des transactions courantes *(milliards USD)*	8,68	33,15	33,71	33,17	34,88
Balance des transactions courantes *(en % du PIB)*	0,6	2,1	2,0	1,9	1,9

Source : FMI - World Economic Outlook Database, Dernières données disponibles.

Note : (E) Données estimées

LES PRINCIPAUX SECTEURS ÉCONOMIQUES

L'agriculture représente environ 2,3 % du PIB espagnol et emploie 4 % de la main-d'œuvre (Banque mondiale, dernières données disponibles). Le pays compte près d'un million d'entreprises agricoles et d'élevage, couvrant 30 millions d'hectares de terres. L'Espagne est le premier producteur mondial d'huile d'olive et le troisième producteur mondial de vin. Le pays est également l'un des plus grands producteurs d'oranges et de fraises au monde. Les principales cultures sont le blé, la betterave sucrière, l'orge, les tomates, les olives, les agrumes, le raisin et le liège. L'élevage est également important, en particulier pour les porcs et les bovins : L'Espagne représentait environ un quart des populations porcines (25,4 %) et ovines (24,5 %) de l'UE en 2022 (Commission européenne). Les données du ministère de l'agriculture montrent que les terres destinées à la culture biologique représentent 10,79 % du total des terres arables, avec 58 485 opérateurs actifs dans le secteur (en production ou en distribution). L'industrie agricole et alimentaire espagnole a été confrontée à des défis liés à la sécheresse et aux répercussions d'une augmentation substantielle des coûts de production au cours de la période 2021-2022, initialement due à la pandémie et ensuite exacerbée par le conflit en Ukraine. Ces deux facteurs ont eu un impact notable sur la valeur ajoutée brute (VAB) du secteur primaire en 2022, avec une baisse de 19,8 % en termes réels (-5,7 % en termes nominaux). Toutefois, une légère amélioration de la VAB a été observée au cours du premier semestre 2023, avec une baisse de -4,7 % en glissement annuel, en partie due à la stabilisation des coûts de production.

Le secteur industriel représente 20,8 % du PIB et emploie un cinquième de la population active. L'industrie manufacturière dans son ensemble est le secteur le plus important puisqu'il représente à lui seul environ 11 % du PIB (Banque mondiale). Le secteur industriel est dominé par l'automobile, le textile, l'industrie alimentaire, la sidérurgie, les machines navales et l'ingénierie. L'Espagne est le deuxième constructeur automobile d'Europe, les exportations représentant plus de 60 % de la production. De nouveaux secteurs tels que l'externalisation de la production de composants électroniques, les technologies de l'information et les télécommunications offrent un fort potentiel de croissance. Le secteur des énergies renouvelables se développe également à un rythme rapide.

Le secteur tertiaire contribue à 67,9 % du PIB et emploie 76 % de la population active. Le secteur du tourisme est essentiel pour l'économie du pays, car il constitue la principale source de revenus de l'Espagne, qui est la deuxième destination touristique la plus populaire au monde. Selon les derniers chiffres officiels, le tourisme contribue à hauteur de 11,7 % au PIB et emploie 12,2 % du nombre total de cotisants à l'assurance nationale en Espagne. En 2022, l'Espagne a accueilli 71,6 millions de visiteurs internationaux, ce qui représente une croissance annuelle substantielle de 129,5 %. Toutefois, ce chiffre reste inférieur au niveau de 83,7 millions enregistré en 2019 avant la pandémie. Le secteur bancaire est également important et se compose de dix groupes bancaires sous la supervision directe du Mécanisme de supervision unique (représentant plus de 90 % du secteur) et de 48 banques privées, 2 caisses d'épargne et 61 banques coopératives supervisées par le Banco de España (Fédération bancaire européenne).

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur *(en % de l'emploi total)*	4,1	20,2	75,8
Valeur ajoutée *(en % du PIB)*	2,4	20,8	67,7
Valeur ajoutée *(croissance annuelle en %)*	-1,1	3,3	6,5

Source : Banque Mondiale, Dernières données disponibles.

Retrouvez plus d'information sur votre secteur d'activité sur notre service Etudes de marché.

INDICATEUR DE LIBERTÉ ÉCONOMIQUE

Définition

Note : 69,9/100

Rang mondial : 39

Rang régional : 24



Liberté économique dans le monde (carte interactive)
Source : Indice de liberté économique, Heritage Foundation

CLASSEMENT DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Définition

Note : 7.44/10

Rang mondial : 27/82

Source : The Economist Intelligence Unit - Business Environment Rankings 2020-2024

RISQUE PAYS

Consultez l'analyse risque pays proposée par Credimundi.

LES SOURCES D'INFORMATION ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE

Les ministères Ministère de l'économie, du commerce et des entreprises

Ministère de la transformation numérique

	Ministère de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement
L'office de statistique	Institut National de la Statistique
La banque centrale	Banque d'Espagne Banque Centrale Européenne
Les places boursières	Marchés boursiers espagnols
Les autres ressources utiles	Centre d'information économique et financière du ministère des finances
Les principaux journaux on-line	Quotidien El País (en anglais_ Quotidien El Mundo (en espagnol) Quotidien Expansión (en espagnol) Quotidien Cinco Días (en espagnol)
Les portails économiques	Invertia

Le contexte politique

Chefs de gouvernement	Roi : Felipe VI (depuis le 19 juin 2014), héréditaire Président du gouvernement et Premier ministre : Pedro Sanchez (depuis juin 2018), Parti socialiste travailliste espagnol
Les prochaines élections	Sénat : juillet 2027 Congrès des députés : juillet 2027
Le contexte politique actuel	Après les élections générales espagnoles du 23 juillet 2023, des tentatives de formation d'un gouvernement ont été faites, mais aucun des partis politiques n'a obtenu une majorité globale, de sorte que le cabinet sortant dirigé par Pedro Sánchez est resté dans un rôle intérimaire jusqu'à la mise en place d'un nouveau gouvernement. Malgré l'absence de majorité tant pour les blocs de gauche (formés par le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et Sumar, avec le soutien de la Gauche républicaine de Catalogne (ERC), EH Bildu, le Parti nationaliste basque (PNV) et le Bloc nationaliste galicien (BNG)) que pour les blocs de droite (comprenant le Parti populaire (PP), Vox, l'Union populaire navarraise (UPN) et la Coalition canarienne (CCa)), les tensions politiques ont persisté pendant des semaines. M. Sánchez a approuvé une loi d'amnistie pour les politiciens séparatistes catalans liés à la crise constitutionnelle espagnole de 2017-2018 et aux manifestations catalanes de 2019-2020. Finalement, le 16 novembre 2023, il a réussi à obtenir le soutien de Sumar, ERC, Junts, EH Bildu, PNV, BNG et CCa, assurant sa réélection en tant que premier ministre avec une majorité absolue. Les politiques du nouveau gouvernement espagnol devraient s'aligner sur les engagements à moyen terme définis dans le plan de relance national et le dernier programme de stabilité budgétaire (2023-2026). Néanmoins, des défis potentiels pourraient survenir en raison de la polarisation croissante du paysage politique et de la dépendance de Sanchez au soutien des partis séparatistes pour faire passer les futures mesures législatives au parlement.
Les principaux partis politiques	Dans les régions autonomes, plusieurs partis forment des gouvernements de coalition pour obtenir plus de pouvoir. Les élections de décembre 2015 ont mis fin au système bipartite. Les principaux partis/alliances lors des dernières élections de juillet 2023 étaient : - Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) : centre-gauche, parti socialiste démocratique et parti le plus ancien. - Parti populaire (PP) : centre-droit, parfois appelé "parti populaire". C'est le deuxième parti politique d'Espagne. - Sumar : alliance politique dont les principales politiques sont l'égalité économique, la justice sociale et les réformes démocratiques. Il est composé, entre autres, du mouvement de gauche anti-austérité Unidas Podemos, de la Gauche unie (IU) qui comprend plusieurs partis régionaux, du Parti communiste d'Espagne (PCE) et d'autres partis régionaux. - Vox : parti nationaliste espagnol de droite - Ciudadanos (Parti des citoyens - C's) : centriste à centre-droit, libéralisme. Parmi les autres forces politiques importantes, citons - Gauche républicaine de Catalogne (Esquerra Republicana de Catalunya - ERC) : centre-gauche, indépendantisme catalan. - JxCat - JUNTS : coalition de deux partis nationalistes catalans : Junts per Catalunya (JxCat) et Units per Avançar (UA). - EH Bildu (EHB) : gauche, indépendantisme basque - Coalition canarienne (CCa) : parti nationaliste canarien.
La nature de l'Etat	L'Espagne est une monarchie constitutionnelle basée sur une démocratie parlementaire. Le pouvoir est fortement décentralisé ; les communautés autonomes disposent d'un niveau élevé d'autonomie législative, exécutive et fiscale.

Le pouvoir exécutif	Le roi est le chef de l'État et le commandant en chef de l'armée ; son rôle est essentiellement cérémoniel. À la suite des élections législatives, le chef du parti majoritaire ou de la majorité de la coalition est nommé Premier ministre par le souverain puis élu par le parlement pour un mandat de 4 ans. Le Premier ministre est le chef du gouvernement. Il est également appelé président du gouvernement. Il détient le pouvoir exécutif qui comprend l'exécution de la loi et la gestion des affaires courantes du pays. Le Conseil des ministres est nommé par le roi sur recommandation du Premier ministre. Il existe également un Conseil d'État qui joue le rôle d'organe consultatif suprême du gouvernement, mais ses recommandations ne sont pas contraignantes. Le président de chaque communauté autonome est issu du parti majoritaire de la coalition majoritaire ayant remporté les élections des parlements des régions qui ont lieu tous les 4 ans. Le président forme un gouvernement dont les "ministres" sont nommés sous le titre de "consejeros" et secondés par un cabinet et des directeurs généraux, etc. qui sont en charge de chaque département dirigeant les secteurs pour lesquels la communauté autonome est compétente en remplacement de l'État espagnol (administration unique).
Le pouvoir législatif	Le pouvoir législatif est bicaméral. Le Parlement, appelé Cortes Generales, est composé de : - Le Sénat qui compte 265 sièges. Son rôle est de représenter les territoires (communautés autonomes et départements). 208 sénateurs sont élus à la proportionnelle pour 4 ans. 57 sénateurs sont élus par les parlements des 17 communautés autonomes ; - Le Congrès des députés qui compte un minimum de 300 sièges et un maximum de 400 (actuellement 350). Les députés sont élus au suffrage universel pour 4 ans dans des circonscriptions départementales. Celles-ci sont dotées d'une représentation minimale et le reste est proportionnel à leur population. Pour éviter les divisions qui nuisent à la stabilité de la Chambre, le système D'Hondt est appliqué. Le pouvoir exécutif du gouvernement dépend directement ou indirectement du soutien du parlement, souvent exprimé par un vote de confiance. Le pouvoir législatif appartient à la fois au gouvernement et aux deux chambres du Parlement. Le Premier ministre n'a pas le pouvoir de dissoudre directement le parlement, mais il peut recommander sa dissolution au roi. Les citoyens espagnols jouissent de droits politiques considérables. Les 17 communautés autonomes disposent également d'un pouvoir législatif exercé par leur parlement monocaméral dans la limite des compétences fixées par chacun de leurs statuts.

INDICATEUR DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE :

= *Définition*

Rang mondial :	29/180

INDICATEUR DE LIBERTÉ POLITIQUE

= *Définition*

Classement :	Libre
Liberté politique :	1/7
Libertés individuelles :	1/7

Liberté politique dans le monde (carte interactive)
Source : Liberté dans le monde, Freedom House

Réponse du pays au COVID-19

Restrictions de voyage	Regularly updated travel information for all countries with regards to Covid-19 related entry regulations, flight bans, test and vaccines requirements is available on TravelDoc Infopage. To find information about the current travel regulations, including health requirements, it is also advised to consult Travel Regulations Map provided and updated on a daily basis by IATA.
Restrictions import & export	A general overview of trade restrictions which were adopted by different countries during the COVID-19 pandemic is available on the International Trade Centre's COVID-19 Temporary Trade Measures webpage.
Plan de relance économique	The summary of the EU’s economic response to the COVID-19 pandemic is available on the website of the European Council. For the general overview of the key economic policy responses to the COVID-19 outbreak (fiscal, monetary and macroeconomic) in Spain, please consult the country's dedicated section in the IMF’s Policy Tracker platform.
Plan de soutien aux entreprises	For an evaluation of impact of the Covid pandemic on SMEs and an inventory of country responses to foster SME resilience, refer to the OECD's SME Covid-19 Policy Responses document.

You can also consult the World Bank's Map of SME-Support Measures in Response to COVID-19.

© eexpand, Tous droits de reproduction réservés.
Dernières mises à jour en Mars 2024